

Gestion de la Covid : avari

Bilan Mieux vaut vivre dans un pays riche, démocratique, avec des structures sanitaires développées, pour éviter la pandémie ou y survivre. Cette évidence est confirmée à quelques exceptions près par les statistiques.

Gigantesque. Le bilan humain de la pandémie de Covid-19 est énorme. Même si elle n'est pas achevée, un premier constat est envisageable. Près de 6,3 millions de personnes sont décédés dans le monde depuis 2020, dont plus de 2 millions aux Etats-Unis. Des chiffres impressionnants à relativiser toutefois par rapport aux 40 à 50 millions de morts de la grippe espagnole (de 1918 à 1919), surtout qu'à l'époque la population était plus faible et les échanges (commerce et tourisme) beaucoup plus limités. Au total, l'université de médecine américaine Johns-Hopkins recensait 529484.289 cas d'infection au 31 mai dernier.

INÉGALITÉ ENTRE RICHES ET PAUVRES

Tous les pays ne sont pas égaux. Evidemment, plus la population est importante, plus le nombre de cas a tendance à l'être également. Aux Etats-Unis, par exemple, on relève ainsi 83 millions de contaminations. Idem pour le nombre de morts. Ce pays occupe toujours la première place (1.004.733 décès), suivi du Brésil (666.453), de l'Inde (524.611) ou de la Russie (371.306). Si on considère le nombre de morts pour 100.000 habitants, les résultats sont différents. Le Pérou arrive largement en tête avec un ratio de 646, devant la Bulgarie (534) ou le Brésil (313). Les Etats-Unis n'arrivent alors qu'en 18^e position (305). Enfin, et ce n'est pas une surprise, le taux de létalité (nombre de décès rapportés au nombre de cas déclarés) est clairement en défaveur des pays pauvres. La situation de la Corée du Nord est atypique, car toutes les contaminations sont loin d'être répertoriées vu la nature du régime politique. Le Yémen (18%) dépasse largement le Soudan (7,9%), le Pérou (6%) et le Mexique (5,6%). Le Brésil n'apparaît qu'à la 39^e place (2,2%), la Russie à la 47^e (2,1%) et les Etats-Unis à la 85^e (1,2%). L'Italie (107^e), l'Espagne (114^e) et le Royaume-Uni (121^e) sont dans un mouchoir de poche (compris entre 1% et 0,8%).

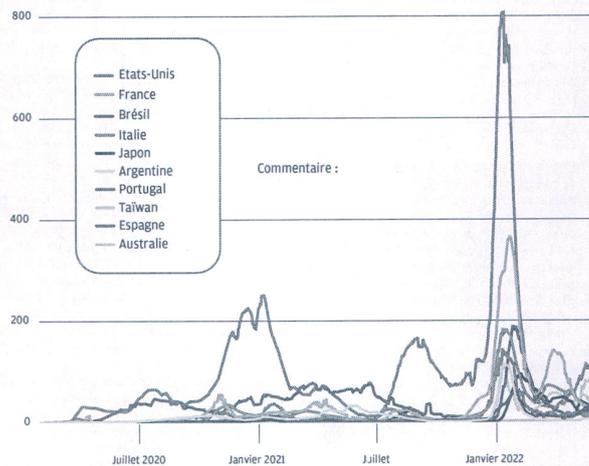
LA PIRE PANDÉMIE INACHEVÉE À CE JOUR

La Chine (dans l'hypothèse où tous les cas sont recensés), la France, le Portugal et l'Allemagne se valent sur ce critère de létalité (148^e ex aequo), à 0,5%. Enfin, la Corée du Sud, l'Australie, Singapour et Taïwan ferment la marche, au 182^e rang avec un taux marginal de 0,1%. Le bilan est loin d'être complet car la pandémie n'est évidemment pas achevée. Certains pays comme la Corée du Nord viennent de basculer à leur tour dans la pandémie alors que leur isolement, désiré ou subi, les en avait jusqu'à présent préservés. Ce premier bilan, partiel et parcellaire, montre l'ampleur du choc humain mais aussi économique. La plupart des pays ont en effet vu leurs finances publiques largement dégradées. Celles de la France (lire p. 11) en sont un exemple parfait. La dette publique a bondi de quelque 20 points de pourcentage à 115% du produit intérieur brut ! Un niveau stratosphérique qui ne permet plus d'envisager une nouvelle crise d'une telle ampleur. Sinon, l'Etat serait démuné pour y répondre. — PHILIPPE WERGER

Des chocs spécifiques à chaque pays

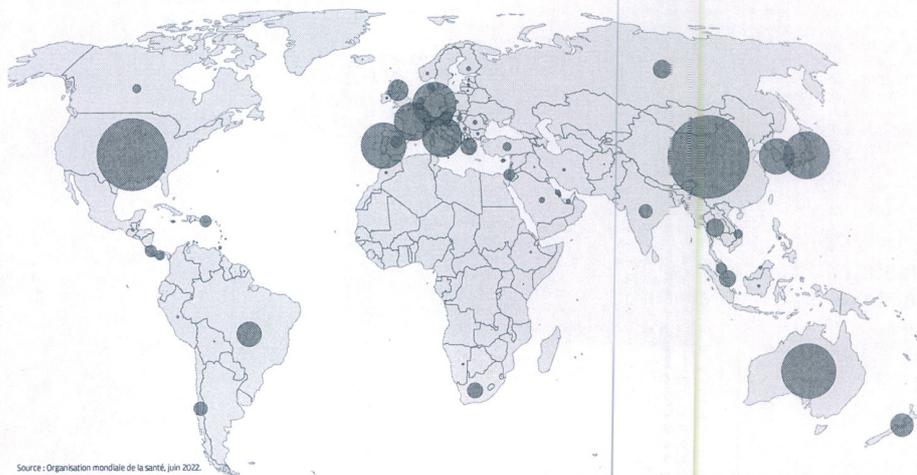
Les vagues épidémiques se succèdent

Evolution du nombre de cas détectés, sur 7 jours glissants, pour les pays les plus affectés, en milliers de cas



Une épidémie qui reste mondiale

Nombre de nouveaux cas de Covid-19, sur les 7 derniers jours



Les pays qui paient le plus lourd tribut à la maladie

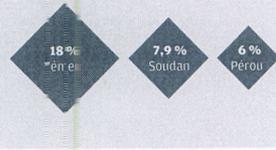
En nombre de décès

Etats-Unis	1.004.733
Brésil	666.453
Inde	524.611
Russie	371.306

En nombre de décès pour 100.000 habitants

Pérou	646
Bulgarie	534
Brésil	313

Taux de létalité



Source : Johns Hopkins Coronavirus Resource Center.

Europe-USA

Les pays occidentaux dans le déni, le chaos puis l'action

CHOC — Retard à l'allumage. Personne n'imaginait que les images provenant de Chine, fin 2019, pourraient se reproduire en Occident. Et pourtant. Quelques semaines plus tard, l'Italie à son tour sombrerait dans la crise. Là encore, l'Europe se trouvera des raisons de ne rien faire ou presque. Les structures hospitalières

italiennes ne sont pas au niveau de celles existant en France, se plaignaient à répéter sur les plateaux de télévision les pontes des milieux médicaux hexagonaux. C'était oublier que l'Italie du Nord est aussi bien équipée, voire mieux, que son voisin transalpin... La France fut donc à son tour rattrapée par l'épidémie à

l'hiver 2020 et bientôt totalement dépassée. Aux images chinoises, italiennes succédaient celles réalisées à Mulhouse (Haut-Rhin) où l'installation, mi-mars, d'un hôpital de campagne sur le parking de l'établissement hospitalier Emile-Muller, paraissait comme une bouteille jetée à la mer. Allemagne, Belgique..., tous les pays d'Europe furent à leur tour frappés et balayés par la pandémie. Confinements généralisés, déconfinements, reconfinements, mais surtout vaccination de masse, passes sanitaires, livraisons massives de masques et de gel hydroalcoolique — largement fournis à titre gracieux par des entreprises privées à leurs salariés — permirent de relever la tête

et de décongestionner les économies qui connurent malgré tout la pire récession en temps de paix, toutes époques confondues.

COMPLEXE DE SUPÉRIORITÉ

L'Amérique de Donald Trump rallaillait alors le Vieux Continent, qui paniquait pour une simple... petite grippe. Il a lui-même contracté le virus. Son hospitalisation, à un mois de la présidentielle, son traitement express et sa guérison tout aussi rapide furent mis en scène comme la victoire d'un champion par K-O contre la maladie. Quelques semaines plus tard, le nombre de morts aux Etats-Unis allait faire taire les Américains les plus

critiques envers l'Europe. La pandémie de Covid-19 a fait basculer le scrutin présidentiel aux Etats-Unis. Avant que le sol américain ne soit touché, le président républicain était donné gagnant car l'économie résistait : forte croissance, inflation contenue et taux d'abaissement au plus bas. Quand l'économie s'est effondrée, les sondages ont vacillé. Le changement de politique sanitaire a été radical avec l'arrivée du candidat démocrate à la Maison-Blanche. Joe Biden, à peine élu président, s'attaqua à la pandémie. Ce ne fut pas aisé tant une partie de l'Amérique était attachée à sa liberté. La Cour suprême avait ainsi annulé une

obligation de vaccins et de tests que Washington voulait imposer aux entreprises. Surtout, le démocrate a crié victoire un peu tôt. Soulagé de voir une accalmie favorisée par les campagnes de vaccination, il a annoncé le jour de la fête nationale, le 4 juillet 2021, l'« indépendance » des Etats-Unis face au virus. Il fut vite contredit par les vagues Delta et Omicron. Début 2022, au pic de l'épidémie, le nombre de contaminations (sur sept jours) dépassa les 800.000 morts. Un chiffre à relativiser toutefois rapporté à la population américaine de près de 330 millions, soit 0,24% (0,54% pour la France). — P.W.

antage aux démocraties

Chine - Russie

Les échecs cinglants de deux Etats autoritaires

SOMBRE — La Chine ne peut pas se féliciter de sa politique. N'oublions pas que ce pays est l'origine du virus et que le manque de transparence des autorités chinoises, tout au début de la pandémie, a fait prendre du retard à l'ensemble du monde même si, par la suite, Pékin a coopéré notamment pour partager les informations médicales avec la communauté scientifique internationale. L'origine — transmission naturelle à l'homme ou erreur d'un laboratoire chinois — demeurera et pour très longtemps un mystère.

STRATÉGIE INDISCUÉE ET INDISCUTABLE

La stratégie zéro Covid adoptée par la suite est également contestable. Certes, elle a limité le bilan officiel à 14.594 morts, ce qui est très faible pour une population de 1,4 milliard d'habitants, mais ces chiffres sont-ils fiables ? Ce n'est pas sûr. Pour certains experts, ils seraient plus que douteux. Sur-tout, cette politique a été particulièrement violente (lire le *Témoignage ci-dessous*) et problématique. La population de la ville de Shanghai a été confinée pendant plus de deux mois — elle est progressivement libérée depuis mercredi — avec aveuglement et un manque de discernement flagrant. Cette politique pèse lourd sur l'économie de l'empire du

Milieu mais aussi sur l'économie mondiale. Elle est à la source des pénuries de certains biens et de la flambée des prix qui en ont découlé, notamment avec la congestion des ports chinois. Et les récents espoirs de rebond de la demande extérieure (avec le timide rétablissement des PMI de mai) perturbent encore les marchés mondiaux de matières premières.

Cette stratégie a également été politiquement compliquée pour le président Xi Jinping et son entourage, d'où la crispation des autorités. Remettre en cause cette stratégie de zéro Covid revient à attaquer la légitimité du pouvoir. Son image est effectivement écornée alors que le président chinois remet en jeu son mandat à l'automne prochain. L'avenir du secrétaire du Parti communiste chinois de Shanghai, Li Qiang, est aussi discuté alors qu'il était promis à un avenir radieux, certains voyant en lui un futur Premier ministre. La société chinoise ne sortira pas indemne de ces confinements répétés. L'envis d'immigrer n'aurait jamais été aussi forte. Certains experts comparent la situation de Shanghai au choc lié à l'arrestation puis au décès du docteur Li, à Wuhan, en 2020, qui était à l'origine des premières informations publiques sur la Covid-19. Des protestations de la popula-

tion ont été relevées, ce qui est loin d'être fréquent. Elles viennent notamment de la part de plusieurs centaines de jeunes de l'université de Pékin, qui fut le berceau des manifestations de Tian'anmen, en 1989.

A la décharge des autorités, la mauvaise couverture vaccinale et le vaccin national, moins efficace que son concurrent américain (Pfizer), ne leur auraient pas simplifié la tâche. Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la stratégie zéro Covid n'est pas tenable. Son patron appelle d'ailleurs Pékin à préparer une autre stratégie.

VLADIMIR POUTINE HUMILIÉ

Le bilan russe est pire. La pandémie a plongé la Russie dans un abîme démographique. Le pays a connu l'an passé un repli de sa population de 1,04 million d'habitants, contre 688.700 « seulement » en 2020. La mortalité a crû de 15,1 % ! En tout, plus de 660.000 décès en 2020 et 2021 seraient liés à la Covid-19. Il s'agit là d'estimations, car les chiffres officiels des morts sont sous-évalués. La vaccination a été poussive. Le pays n'a pas connu de confinement, contrairement au cas extrême chinois et celui plus mesuré des pays occidentaux. Le simple respect des gestes barrières, comme le port du masque même dans les transports en commun, ne semblait pas être dans les mœurs russes. Cette contraction démographique est d'autant plus rude qu'elle intervient après plusieurs décennies de dépeuplement, ce qui est un camouflet pour le président russe qui avait inscrit la démographie comme une priorité (Xi Jinping également). Le taux de natalité est de

1,5 enfant par femme, bien éloigné du chiffre qui permet une stabilisation de la population de la société. La pandémie a aggravé les failles du système social et de santé, augmentant d'autant la mortalité.

Le pouvoir a une part de responsabilité. La population a largement refusé les vaccins par manque de confiance dans ses dirigeants. Le gouvernement a participé à diffuser de fausses informations sur les vaccins occidentaux, ce qui, par ricochet, a nui à l'adhésion aux vaccins quelle qu'en soit leur origine. Seulement 35 % à 40 % des 146 millions de Russes seraient vaccinés, alors que le premier vaccin, dès décembre 2020, était russe — le fameux Sputnik — et affichait une remarquable efficacité (92 % selon une étude publiée dans *The Lancet* en février 2021). L'idée était de dénigrer la concurrence occidentale pour favoriser commercialement le Sputnik. C'est un échec dramatique : désinformer peut tuer ! La volonté du Kremlin était aussi de diviser les sociétés occidentales.

Globalement, la méfiance légendaire de la population envers l'Etat, liée à l'histoire de l'Union soviétique, a ajouté aux doutes. Le lien entre pouvoir, corruption et violence a incité la population à se replier sur elle-même et à refuser des mesures coercitives. — P. W.

Corée du Nord

Choisir entre épidémie et famine !

RÉALITÉ — Après deux ans de déni, le leader de la Corée du Nord, Kim Jong-un, a dû revenir, contraint et forcé, à un principe de réalité : la Corée du Nord n'est pas épargnée par la pandémie.

L'origine de l'apparition du virus serait un défilé militaire, le 25 avril dernier, pour les 90 ans de la fondation de l'armée. Des milliers de spectateurs non vaccinés étaient amassés sans masque. Vendredi 13 mai, le premier mort a été annoncé, suivi de l'annonce d'un confinement national de 25 millions d'habitants. Pyongyang avait fermé ses frontières dès janvier 2020 mais rien n'arrêta le virus, qui serait arrivé par des voies non légales (notamment celle de la contrebande). Un Etat même une dictature ne peut plus être totalement isolé du reste du monde.

Le leader nord-coréen a adopté une stratégie récurrente dans les dictatures, à savoir chercher un bouc émissaire. Les autorités sanitaires du pays feront bien affaire ! Le gouvernement et le secteur de lasanté ont ainsi été vivement critiqués mi-mai par Kim Jong-un pour leur attitude « irresponsable ».

Peu de choses avaient été faites pour préparer le pays. La population n'était pas vaccinée et les stocks de médicaments étaient faibles. Pas de traitement, pas de test ! L'armée a été chargée de leur approvisionnement. Pis, l'indigence hospitalière est généralisée. L'université Johns-Hopkins a ainsi classé la Corée du Nord en 193^e position sur 195 pays sur ce thème. Dans l'urgence, Kim Jong-un veut s'inspirer de la stratégie zéro Covid de son grand frère chinois. Pékin a d'ailleurs proposé son aide tout comme la Corée du Sud et les Etats-Unis, sans succès. Une position qui évoluera certainement mais la malnutrition généralisée limitera la réponse humanitaire des Nord-Coréens, assurent les experts en santé publique. Il faudra donc une aide alimentaire.

Trois millions de malades seraient déjà recensés, beaucoup dans les campagnes, ce qui compliquera le confinement et pénalisera les récoltes. Le pays va devoir choisir entre freiner l'épidémie par des confinements au risque de provoquer une famine ou assurer la sécurité alimentaire. — P. W.

TÉMOIGNAGE

« Le zéro Covid est maintenu pour des raisons politiques »



FRÉDÉRIC SCHAEFFER
CORRESPONDANT DES ÉCHOS
À SHANGHAI, VILLE CONFINÉE
PENDANT DEUX MOIS

Comment avez-vous vécu le confinement extrêmement strict de Shanghai ?

Le confinement devait durer quatre jours, il a finalement duré deux mois ! Le plus difficile a été de gérer l'imprévisibilité. Le confinement était totalement différent de celui expérimenté en France, avec l'interdiction totale de sortir de chez soi. Tout était fermé, tous les habitants étaient enfermés. Un défi quotidien était de trouver à manger. L'accès à la nourriture était difficile. Des provisions étaient livrées par le comité de quartier mais de manière épisodique et insuffisante. Dans une ville de 25 millions d'habitants, les applications mobiles des supermarchés étaient saturées dès leur ouverture à 6 heures du matin. La logistique était problématique, car les employés étaient, eux aussi, confinés, et les livreurs autorisés à circuler étaient rares. Finalement, le plus efficace a été de se rassembler par résidences et immeubles, par le réseau social WeChat, pour faire des achats groupés. Les tests PCR étaient quasi quotidiens, effectués dans la rue, notre seul accès à l'extérieur. Tous ceux qui étaient positifs à la Covid-19 étaient isolés dans des centres de quarantaine, dans des conditions de vie très sommaires.

Avez-vous été témoin de mouvements de protestation venant de la population ?

Pas tellement de chez moi, même si quelques soirs, j'ai pu entendre des cris de protestation des tours résidentielles à proximité. De vraies colères et indignations ont notamment eu lieu dans de grands complexes d'habitations. Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux malgré la censure, ce qui est assez rare et révélateur de l'expression d'une colère suffisamment forte pour prendre de court les censeurs du Web. Les habitants tapent sur des casseroles pour réclamer à manger.

La politique zéro Covid est-elle tenable ?

L'OMS a récemment annoncé que cette stratégie était intenable. Cette déclaration s'adressant directement à la Chine a été très vite censurée dans le pays. Les propos n'ont pas été repris par la presse officielle et ont rapidement disparu des réseaux sociaux, car le pouvoir chinois s'accroche coûte que coûte à cette politique zéro Covid. Cela répond à une préoccupation sanitaire, puisque, dans un pays de 1,4 milliard d'habitants, la population la plus vulnérable, notamment les plus de 80 ans, est très peu vaccinée. Contrairement à la France, la Chine a vacciné en priorité sa population active et les seniors n'ont pas été vraiment incités à le faire. Les vaccins étrangers sont interdits dans l'empire du Milieu et les vaccins chinois sont moins efficaces. Mais le zéro Covid est aussi maintenu pour des raisons politiques. Pékin ne peut pas abandonner cette stratégie, car cela serait se désavouer. Avec officiellement moins de 5.000 morts depuis le début de la pandémie, le régime communiste affirme que son modèle est supérieur à celui des démocraties occidentales. Pékin insiste sans cesse sur le nombre de décès en Europe et aux Etats-Unis. Cette stratégie zéro Covid a parfaitement fonctionné avec le premier virus et a permis à la Chine de redémarrer très vite. Mais elle est mise à rude épreuve avec le variant Omicron, ultracontagieux. — PROPOS RECUEILLIS PAR P. W.

l'information boursière vient à vous !

Abonnez-vous à investir

▶ 13,25 € / mois ◀

PRÈS DE
55%
DE RÉDUCTION*

Chaque samedi, le journal chez vous
+ la version numérique dès le vendredi soir

investir BULLETIN D'ABONNEMENT à compléter et à retourner sous enveloppe non affranchie à :
INVESTIR JOURNAL DES FINANCES Service abonnements boîte postale 25163 - 60047 Chantilly cedex

Oui, je profite de cette offre pour m'abonner à Investir pour 13,25€ par mois pendant 1 an, soit près de 55% de réduction* (ou 159€ par an au lieu de 343,40€, paiement en une seule fois). Je reçois chaque semaine le journal et j'ai accès à la version numérique en avant-première dès 21h le vendredi.

13€25
/ mois
au lieu de 28,60€

Du le scanne
le barcode
et soucis
directement
de mon téléphone



Je m'abonne directement sur
<http://abo-investir.lesechos.fr/pack>

IKAIHSI

Mes coordonnées M. M. M.
Nom : Prénom :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. :

Je choisis mon mode de paiement :

Chèque à l'ordre de INVESTIR PUBLICATIONS

Carte Visa / Eurocard / Mastercard

Expire le :

Date et signature obligatoires

* Il est indispensable que l'indique mon adresse e-mail pour recevoir mes codes d'accès au site
E-mail :

* Par accord au prix de vente au numéro du journal à 4,70€ et de l'offre journal en PDF à 39€. Offre valable jusqu'au 31/12/2022 réservée aux non-abonnés et livrée à France métropolitaine et à l'étranger. En suscrivant à cette offre d'abonnement, vous acceptez nos conditions générales de vente disponibles sur le site <http://www.investir.lesechos.fr/faq> ou sur simple demande au 01 55 56 70 07. Investir collecte et traite vos données personnelles aux fins d'inscription et de gestion de votre commande. Tous les champs sont obligatoires. Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de suppression et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits, écrivez ou appelez un conseiller au service client de votre choix. Vous pouvez vous adresser à : serviceclient@investir.fr / Service Client Investir - 4 rue de Mouchy (60430) Heaillie Cedex. Si vous ne souhaitez pas recevoir de nous des offres commerciales pour nos produits ou services financiers, merci de cocher cette case. Si vous souhaitez recevoir les offres des partenaires du Groupe Les Echos Le Parisien, merci de cocher cette case. Groupe Les Echos Le Parisien 10 Boulevard de Grenelle CS 10017 75738 PARIS CEDEX 16